

PV DE REUNION DU CSE ORDINAIRE [Nom du CSE]**en date du 4 mars 2025***La séance était présidée par [Prénom Nom]**Étaient présents :*

Direction	Fonction	Présent/Absent
Prénom NOM	Président du CSE	Présent
Prénom NOM	RH	Présent
Prénom NOM	DRH	Absent
Élus titulaires		
Collège Employés		
Prénom NOM	Secrétaire et Trésorier-Adjoint	Présent
Prénom NOM		Absent
Prénom NOM		Présent
Prénom NOM		Absent
Collège Agents maîtrises - Cadres		
Prénom NOM	Secrétaire-Adjoint	Présent
Prénom NOM	Trésorier	Présent
Prénom NOM		Absent
Élus suppléants		
Collège Employés		
Prénom NOM		Absent

Ordre du Jour

(Les numéros à droite renvoient aux pages auxquelles les questions sont traitées)

1-	Approbation du procès-verbal de la réunion du CSE du [date de la réunion précédente]	3
2-	Point sur la situation économique et financière de l'entreprise	3
3-	Point sur la politique sociale de l'entreprise, les conditions de travail et l'emploi	3
4-	Point sur le projet de réorganisation des horaires de travail.....	4
5-	Questions diverses	4
5.1 -	Point sur les mobilités internes.....	4
5.2 -	Suivi des incidents liés aux outils numériques	4
5.3 -	Organisation des événements internes	4

La séance est ouverte à 9h00.

- 1- Approbation du procès-verbal de la réunion du CSE du [date de la réunion précédente]

Le PV de la réunion ordinaire du [date de la réunion précédente] est approuvé à l'unanimité.

- 2- Point sur la situation économique et financière de l'entreprise

La Direction présente les principaux indicateurs financiers pour le mois de février 2025. Le chiffre d'affaires atteint 4,2 millions d'euros, légèrement en dessous des prévisions fixées à 4,5 millions d'euros. Cette différence s'explique par un ralentissement des commandes sur le segment [préciser le segment].

Les élus expriment leurs préoccupations face à cet écart et demandent quelles mesures sont envisagées pour rattraper ce retard au cours des prochains mois.

La Direction indique que l'EBITDA s'élève à 1,1 million d'euros, avec une marge opérationnelle de 26%, en conformité avec les objectifs. Cependant, les charges d'exploitation augmentent de 8% par rapport à janvier 2025.

La trésorerie disponible est de 800.000 euros, en progression de 5%, grâce à une amélioration notable des délais de paiement des clients.

Les élus saluent cet effort mais demandent des précisions sur l'évolution de l'endettement, qui s'établit à 3,5 millions d'euros, soit un ratio dette/EBITDA de 3,2.

La Direction énonce les perspectives pour mars 2025. Celles-ci sont encourageantes, avec un carnet de commandes rempli à 85% des prévisions mensuelles, ce qui pourrait compenser en partie le retard de février.

Les élus demandent à suivre régulièrement l'évolution de ces indicateurs et les éventuelles adaptations stratégiques.

- 3- Point sur la politique sociale de l'entreprise, les conditions de travail et l'emploi

La Direction présente les indicateurs sociaux pour février 2025. L'effectif total de l'entreprise s'établit à 120 salariés, dont 95 en CDI et 25 en CDD, ce qui reflète une stabilité par rapport au mois précédent. Le taux d'absentéisme est de 4,2%, en légère hausse par rapport à janvier (3,8%), principalement dû aux congés maladie.

Les élus soulignent la nécessité de renforcer les actions de prévention en matière de santé et sécurité, notamment sur [préciser un sujet spécifique, comme les troubles musculo-squelettiques].

La Direction indique que des ateliers de sensibilisation sont programmés pour le prochain trimestre.

Par ailleurs, 8 recrutements sont en cours : 5 CDI et 3 CDD, principalement pour des postes liés à [préciser le secteur ou la fonction]. La politique de formation continue mettra l'accent sur le développement des compétences numériques et techniques.

4- Point sur le projet de réorganisation des horaires de travail

La Direction présente le projet de réorganisation des horaires afin d'améliorer la productivité et l'équilibre vie professionnelle/vie personnelle. Une mise en place de plages horaires flexibles avec des amplitudes adaptées selon les services est envisagée.

Les élus expriment des réserves sur les impacts potentiels pour certains salariés, notamment ceux avec des contraintes familiales.

La Direction indique qu'une période de test est prévue sur deux mois afin d'évaluer l'efficacité du dispositif et d'apporter des ajustements si nécessaire.

5- Questions diverses

5.1 - Point sur les mobilités internes

Les élus demandent des précisions sur les opportunités de mobilité interne pour les salariés.

La Direction indique qu'un plan est en cours d'élaboration et qu'une communication officielle sera faite d'ici juin 2025.

5.2 - Suivi des incidents liés aux outils numériques

Les élus interrogent la Direction sur les pannes fréquentes du nouvel outil de gestion des plannings.

La Direction reconnaît les dysfonctionnements et annonce le déploiement d'une mise à jour corrective pour mi-mars 2025.

5.3 - Organisation des événements internes

Les élus souhaitent connaître les projets d'événements internes pour renforcer la cohésion d'équipe.

La Direction confirme l'organisation d'un séminaire d'entreprise en septembre 2025 et invite les élus à proposer des idées pour le programme.

La séance est levée à 12h00.

Prénom NOM
Secrétaire du CSE
[Signature]